



## Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Logement

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

## **Logement - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre - Approbation de la programmation du logement social public pour l'année 2018**

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre pour une période de 6 ans (2016-2021), établit chaque année, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2017 comptabilisant 1701 logements locatifs sociaux financés, ainsi que 142 logements en location-accession et 83 logements locatifs intermédiaires agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour 2018 s'établissent à 1 582 logements locatifs sociaux, à rapporter à l'objectif du PLH de réaliser au moins 1500 logements locatifs sociaux par an :

- 1 309 logements locatifs sociaux familiaux se répartissent en 876 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 406 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 27 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ;
- 27 logements locatifs sociaux d'insertion en structures collectives seront financés en PLAI ;
- 252 logements financés en PLS sont destinés à des publics spécifiques : personnes âgées dépendantes.

S'y ajoutent 40 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA), ainsi que 115 logements locatifs intermédiaires qui, pour rappel, ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU.

Les 27 logements locatifs sociaux d'insertion PLAI programmés permettront la création à Castelnau-le-Lez d'une résidence accueil dédiée aux personnes handicapées, souffrant de troubles psychiques en voie de stabilisation. Les 252 logements spécifiques PLS financeront la réalisation de trois établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Castelnau-le-Lez, Cournonterral et Montpellier (relocalisation-extension d'établissements existants), ainsi que d'une résidence autonomie située à Cournonterral.

La production sociale globale se répartit spatialement à 35% pour la Ville de Montpellier et 65% pour les 30 communes périphériques. Les opérations recensées concernent ainsi 19 communes de Montpellier Méditerranée Métropole en 2018.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2018, sous réserve des dotations qui seront déléguées à la Métropole.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2018, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2018 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments des opérations de logements aidés, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 16 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20180426-39546-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Projet prog LLS 2018 11.04.18.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.